

Circulaire

du

conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux
concernant
la surveillance des exploitations minières.

(Du 3 décembre 1895.)

Fidèles et chers confédérés.

Comme on peut le voir dans la circulaire du département des chemins de fer et du commerce aux gouvernements cantonaux, du 23 mai/28 juin 1878 (commentaire, p. 10), la question de savoir si les *mines* tombent sous le coup de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques a été, à cette époque-là, résolue négativement par le conseil fédéral, qui motivait sa décision en ces termes : « On ne peut toutefois nier que c'est précisément dans ces entreprises — dont le nombre est du reste peu considérable en Suisse — qu'il se présente beaucoup de conditions où la santé des ouvriers est en danger, et qu'une ingérence de l'état serait parfaitement justifiée en fait. Toutefois, il a paru au conseil fédéral que la condition de « local fermé », posée par la loi, ne pourrait s'appliquer à ces exploitations, à moins de recourir à une interprétation forcée. »

En revanche, « l'exploitation de mines » a été soumise à la législation concernant la responsabilité civile, en vertu de l'article 1,

chiffre 2, de la loi fédérale du 26 avril 1887 sur l'extension de la responsabilité civile, complétant la loi fédérale du 25 juin 1881. Les dispositions de cet article embrassent :

- a. chaque mine qui emploie dans son exploitation des matières explosibles (art. 1, ch. 1);
- b. chaque mine, en tant qu'elle ne tombe pas déjà sous le coup de la lettre a, dans laquelle l'employeur occupe, pendant l'exploitation, plus de cinq ouvriers en moyenne.

Nous pouvons admettre que toutes les mines actuellement exploitées en Suisse, à peu d'exceptions près, se trouvent dans les conditions ci-dessus mentionnées.

Or, une autorité cantonale a proposé récemment de soumettre une mine de houille à la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques. Ce fait a donné lieu à notre département de l'industrie de s'occuper d'abord de la situation des mines au point de vue de la législation sur la protection ouvrière, ensuite de quoi les inspecteurs fédéraux des fabriques ont été invités à procéder à une enquête approfondie sur les conditions existantes. Nous avons l'honneur de vous communiquer, en annexe, le rapport collectif des inspecteurs, daté du 26 août 1895. Vous y trouverez l'exposé des conditions d'exploitation des mines suisses et la démonstration du fait que les dispositions de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques ne peuvent s'adapter en tout point à ces entreprises et que leur application y est même, en partie, impossible. Il y a donc lieu de renoncer, déjà par ce motif, à étudier à nouveau la question de savoir si les mines peuvent et doivent être soumises à la loi sur les fabriques, et nous pouvons le faire avec d'autant plus de raison que, d'après le rapport des inspecteurs, les conditions d'exploitation, en ce qui concerne la durée du travail, l'emploi d'adolescents, le payement des salaires, ne se présentent pas sous un aspect fâcheux et n'éprouveraient pas de modifications essentielles par l'application de la loi précitée.

En outre, la promulgation d'une loi spéciale destinée à régler les conditions de travail d'exploitations qui n'emploient tout au plus que 1300 personnes environ, ne se justifierait guère, tant que ces conditions ne sont pas par trop inquiétantes. Toutefois, ce nombre d'ouvriers suffit déjà par lui-même à provoquer, en vue de la protection ouvrière, des mesures rentrant dans le cadre des prescriptions législatives existantes. Nous devons aussi nous en occuper en considération du fait que nos mines laissent cependant à désirer au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des ouvriers.

Or, l'article 5 de la loi précitée sur l'extension de la responsabilité civile, du 26 avril 1887, prescrit ce qui suit :

« Les articles 2, dernier alinéa, 4 et 19 de la loi fédérale du 28 mars 1877 sur le travail dans les fabriques sont également applicables aux industriels ou entrepreneurs mentionnés à l'article 2 de la présente loi. »

Il s'ensuit que les mines soumises à la loi sur l'extension de la responsabilité civile tombent aussi sous le coup des articles suivants :

Art. 2, dernier alinéa, de la teneur ci-après : « On prendra en général, pour protéger la santé des ouvriers et pour prévenir les accidents, toutes les mesures dont l'expérience a démontré l'opportunité et que permettent d'appliquer les progrès de la science, de même que les conditions dans lesquelles on se trouve » ;

Art. 4, concernant l'obligation de déclarer les accidents et de procéder à une enquête sur leurs causes et leurs conséquences ;

Art. 19, concernant les peines frappant les contraventions.

On peut s'attendre certainement à ce que, grâce à l'application efficace de ces prescriptions, que nous avons déjà recommandées énergiquement dans notre circulaire du 25 octobre 1887 (commentaire, p. 149), on puisse arriver à une amélioration notable de la situation des ouvriers dans les mines. Aussi n'hésitons-nous pas, pour le moment, à suivre cette voie, nous réservant de revenir plus tard sur la question.

Nous demandons, en conséquence, que les prescriptions précitées soient appliquées dans les mines d'une manière sérieuse et consciencieuse. Ce sont les gouvernements cantonaux qui, en conformité de l'article 11 de la loi sur l'extension de la responsabilité civile, sont chargés de l'exécution de ces prescriptions.

D'après le même article, le conseil fédéral contrôle cette exécution. Nous nous proposons de faire usage de ce droit pour assurer une action aussi uniforme et efficace que possible dans les cantons. A cet effet, nous avons l'intention de soumettre toutes les mines, à partir de 1896, à une inspection fédérale annuelle. On trouvera dans le rapport précité des inspecteurs des fabriques les raisons pour lesquelles nous ne nous adresserons pas à ces fonctionnaires pour accomplir cette mission. Il sera donc nécessaire de s'assurer des services d'un inspecteur spécial et nous avons chargé notre département de l'industrie de prendre les mesures nécessaires à cet effet. Cette inspection des mines fonctionnera, du reste, d'une manière analogue à celle des fabriques. Des communications ultérieures vous seront faites en temps opportun par le département prénommé.

Nous devons, dans tous les cas, maintenir le point de vue que, comme nous l'avons mentionné, l'exécution directe des prescriptions

dont il s'agit appartient, d'après la teneur de la loi, aux gouvernements cantonaux. Nous vous prions, en conséquence, pour le cas où des mines existeraient sur le territoire de votre canton, de bien vouloir prendre les mesures nécessaires; nous vous invitons particulièrement:

1. à établir une *liste* des exploitations minières soumises à la loi du 26 avril 1887 sur l'extension de la responsabilité civile et à en transmettre, jusqu'au 31 janvier 1896, une copie à notre département de l'industrie. Cette liste doit contenir: la raison sociale du chef de l'exploitation, le siège (commune) et l'objet de l'exploitation, le nombre et le sexe des ouvriers au-dessus et au-dessous de 18 ans, la nature et la force des moteurs mécaniques. La liste doit enfin déclarer si l'exploitation fait usage de substances explosibles.

2. à veiller à ce que les chefs des exploitations observent consciencieusement les prescriptions législatives concernant les mesures à prendre pour *protéger la santé des ouvriers* et pour *prévenir les accidents*.

3. à exécuter d'une manière exacte et efficace, particulièrement aussi par rapport aux mines, les instructions contenues dans notre circulaire du 25 octobre 1887 relativement à l'*annonce des accidents*, de leurs suites et des *indemnités payées*, à la *tenue des registres d'accidents*, aux *enquêtes concernant les accidents*, au *contrôle des indemnités* dérivant de la responsabilité civile, etc. Les communications prescrites seront modifiées, quant à la forme, en ce sens qu'au lieu d'être adressées aux inspecteurs fédéraux des fabriques, elles le seront à l'*inspecteur fédéral spécial* qui sera désigné plus tard.

Nous espérons que vous voudrez bien prêter toute votre attention à la question qui fait l'objet de la présente circulaire.

Nous saisissons cette occasion pour vous recommander, fidèles et chers confédérés, ainsi que nous, à la protection divine.

Berne, le 3 décembre 1895.

Au nom du conseil fédéral suisse,

Le président de la Confédération:

Z E M P.

Le chancelier de la Confédération:

RINGIER.

Annexe:

Rapport des inspecteurs des fabriques
du 26 août 1895.

Mollis,
Schaffhouse, } le 26 août 1895.
Lausanne, }

Au département fédéral de l'industrie

à Berne.

Le 4 mars 1895, vous avez chargé les soussignés :

- I. d'inspecter les mines exploitées actuellement en Suisse et de les soumettre à une enquête au point de vue des conditions d'exploitation et de travail;
- II. d'examiner si la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques est applicable dans tous ses détails aux exploitations minières et éventuellement quelles dispositions de cette loi ne peuvent s'appliquer à ces exploitations;
- III. de consulter les autorités cantonales respectives, tant au point de vue général que pour savoir s'il existe déjà, sous le régime cantonal, des dispositions tutélaires de police concernant les ouvriers des exploitations minières, et éventuellement lesquelles.

Nous avons l'honneur de vous présenter un rapport collectif sur les questions qui nous ont été posées.

I.

Il n'a pas été facile de découvrir quelles mines sont actuellement exploitées en Suisse. On nous a signalé diverses fois des exploitations dont les gouvernements cantonaux respectifs n'avaient aucune connaissance. Ceci n'a pas lieu de nous surprendre, car bon nombre de ces mines sont de si peu d'importance et tellement isolées que ces exploitations, n'étant soumises à aucune législation spéciale, n'attirent pas l'attention des autorités et peuvent ainsi leur rester inconnues. Aussi ne nous flattons-nous pas de pouvoir vous présenter une liste absolument complète de toutes les mines de la Suisse; nous avons néanmoins fait notre possible pour la rapprocher autant que possible de la réalité. Nos recherches nous ont fourni les renseignements suivants. Les cantons ci-après possèdent :

Zurich . . .	2	mines avec	20	ouvriers.
Berne . . .	18	»	»	320
Unterwalden . . .	4	»	»	134
Glaris . . .	5	»	»	175
Schaffhouse . . .	2	»	»	18
Soleure . . .	3	»	»	27
St-Gall . . .	5	»	»	49
Argovie . . .	4	»	»	19
Vaud . . .	3	»	»	59
Valais . . .	16	»	»	442
Neuchâtel . . .	5	»	»	170

Total 67 mines avec 1433 ouvriers.

A ce sujet nous devons remarquer qu'un nombre assez considérable de ces ouvriers (au moins plus de 100) étaient déjà portés sur les listes des fabriques, par le fait qu'environ une douzaine de ces mines sont combinées avec des établissements de fabrique. L'exploitation embrasse un assez grand nombre de minéraux. Nous en donnons ci-après un petit aperçu en séparant les trois arrondissements d'inspection.

	I ^{er} arrondiss.	II ^{me} arrondiss.	III ^{me} arrondiss.
Or	—	1 (149)	—
Minerai de fer	—	1 (160)	—
Nickel, kobalt, bismuth	—	1 (12)	—
Talc	—	1 (4)	—
Gypse	—	—	8 (62)
Chaux et ciment	7 (169)	6 (127)	—
Marbre	—	1 (16)	—
Ardoise	4 (165)	7 (199)	15 (143)
Argile réfractaire	—	—	1 (2)
Sel	—	1 (30)	—
Graphite	—	1 (20)	—
Anthracite	—	4 (42)	—
Lignite	2 (20)	—	—
Houille schisteuse	3 (24)	—	—
Houille	—	2 (29)	—
Asphalte	—	1 (60)	—
	16 (378)	27 (848)	24 (207)

Les chiffres entre paranthèses indiquent le nombre des ouvriers occupés dans ces mines. On reconnaît au premier coup d'œil qu'il n'y a que l'exploitation minière de la chaux, du ciment et de l'ardoise qui soit pratiquée sur une échelle quelque peu considérable.

Sur ces 67 mines, 4 seulement ont des *puits*; les autres n'ont que des *galeries*. On n'y fait presque pas usage de moteurs. Nous n'avons trouvé qu'un seul moteur à pétrole dans une mine d'ardoise; dans une mine de gypse, il y avait bien une turbine, mais elle ne servait qu'à actionner le moulin. Le *transport* a lieu, au moins dans le 1^{er} et le III^{me} arrondissement, au moyen de wagons; dans 3 entreprises seulement on se sert de funiculaires et par-ci par-là on fait usage de treuils. Cela est en bonne partie une conséquence de l'*exiguïté des exploitations*, car 3 d'entre elles seulement ont plus de 100 ouvriers, 3 autres en ont de 51 à 100, 8 de 21 à 50, 22 de 11 à 20, 15 de 6 à 10; toutes les autres occupent un nombre d'ouvriers encore plus faible, bien que nous n'ayons indiqué ici que les chiffres maxima. Ajoutons que beaucoup de ces ouvriers ne sont pas employés au travail des mines, mais au transport par terre et par eau, à couper et à aplanir les plaques d'ardoise, etc.

Nos listes n'accusent que 2 ouvriers qui n'aient pas atteint l'*âge de 18 ans*.

Quant aux conditions sanitaires, il nous est parvenu peu de plaintes. Là où les galeries ne sont pas profondes, le *renouvellement de l'air* s'effectue de lui-même; là où elles sont longues, on a généralement pourvu à une ventilation artificielle suffisante au moyen de cheminées d'aération ou de ventilateurs. Nous avons cependant trouvé aussi dans nos visites de l'air très vicié, qui nous empêchait presque de respirer. Nous avons aussi appris qu'à certains endroits et dans diverses circonstances des ouvriers souffraient de l'action délétère de l'air jusqu'à tomber en syncope, par exemple immédiatement après l'*explosion* des mines, pour lesquelles, dans quelques entreprises, on emploie la dynamite, bien que, il est vrai, dans la plupart on se serve de la poudre. A part l'atmosphère des mines de houille schisteuse, corrompue par des gaz lourds et souvent irrespirables, ce sont les *gaz* qui se dégagent des explosions qui sont les plus dangereux. L'air peut être aussi considérablement vicié par l'acide carbonique et par les gaz engendrés par l'éclairage.

Pour l'*éclairage* on se sert, à peu d'exceptions près, d'huile et ça et là de néoline ou de produits analogues. La *température* n'est nulle part excessivement élevée ou extrêmement basse. Ce qui est le plus nuisible, c'est l'effet de la *grande humidité* dans les emplacements de travail et dans les voies d'accès. Dans bien des endroits on pourrait beaucoup mieux pourvoir à l'assainissement.

On pourrait de même, dans bien des entreprises, prendre de meilleures mesures pour la *sécurité de l'exploitation*. Il est vrai que plusieurs cantons, par exemple Zurich, Berne, Glaris, Unterwalden,

ont institué une *surveillance* tantôt régulière, tantôt temporaire. Néanmoins les mines de ces cantons présentent encore beaucoup de risques ; nous supportons encore aujourd'hui les graves conséquences de l'incurie et de l'exploitation irrationnelle des temps passés. Ainsi nous avons vu, dans les galeries, des remblais défectueux, des bois sages pourris et des plafonds en bois vermoulu.

Heureusement que les conditions d'exploitation de notre pays n'exigent qu'à un minime degré l'usage d'*installations protectrices* pour les *personnes*. Le feu grisou, par exemple, est inconnu dans nos mines et les lampes de sûreté y sont superflues. En somme, la nature de notre exploitation minière est telle que, malgré des déficiences nombreuses, les *accidents* y sont relativement peu fréquents. Même là où les moyens de transport sont très primitifs, où, par exemple, de lourdes plaques d'ardoise sont transportées à bras, puis descendues sur les pentes raides de nos montagnes avec de simples traîneaux ou même au moyen de claies de branches de sapin, il ne peut guère être question d'accidents nombreux. Ainsi, sur les 378 ouvriers du I^{er} arrondissement, les accidents se chiffrent à 31 par année, avec une moyenne de 31 journées d'incapacité de travail. Ceci nous donne un quotient de 1 accident sur 12,2 ouvriers, tandis qu'en 1893 l'industrie métallurgique accusait 1 accident sur 7,8 ouvriers. Les journées d'incapacité de travail constituent le rapport de 2,5 : 2,7 par tête et par année.

L'*assurance contre les accidents* est représentée dans le I^{er} arrondissement par les $\frac{2}{3}$, soit 10 sur 16 cas, dans le II^{me} arrondissement par 17 sur 27. Dans le III^{me} arrondissement, il n'y a que quelques rares entreprises qui ne soient pas assurées. Les nombreuses mines d'ardoise le sont auprès d'une caisse coopérative des employeurs, instituée sur la base de la mutualité ; les ouvriers contribuent à l'assurance jusqu'à concurrence de 2 % des salaires. La majeure partie des ouvriers non assurés se trouvent probablement dans les mines d'ardoise de la Suisse orientale et dans les mines de houille. L'*assurance contre la maladie* embrasse la faible moitié des ouvriers.

Nous trouvons des règlements de fabrique, applicables en partie aussi aux ouvriers mineurs, dans des exploitations en connexion avec des fabriques. A part cela, les *règlements* font défaut presque partout. Néanmoins, les plaintes portant sur l'irrégularité des *paiements* sont rares. Ceux-ci ont lieu tous les 15 jours ou bien tous les mois. Il ne nous est pas parvenu de plaintes concernant des *amendes* ou des *retenues* ; par contre, le système des *paiements en nature* paraît être en usage, dans quelques rares établissements. Le décompte n'existe que là où l'entreprise est liée à une exploitation en fabrique.

Les *salaires* sont calculés d'une manière très inégale. Dans les carrières d'ardoise nous avons tantôt le salaire à la tâche, tantôt le salaire à la journée; dans les mines de houille c'est le premier et dans celles de ciment le second de ces systèmes qui prévaut. Les salaires sont peu élevés; ils sont, dans le I^{er} arrondissement, de fr. 3. 30 à 3. 50 et accusent en même temps de grandes fluctuations. Un grand nombre d'ouvriers trouvent une ressource auxiliaire dans les occupations agricoles. Dans le III^e arrondissement, les mines d'ardoise payent de fr. 2. 50 à fr. 3; dans quelques autres mines, ces chiffres s'élèvent jusqu'à fr. 3. 50 et fr. 3. 60.

La *durée du travail* varie beaucoup et, notamment dans les mines d'ardoise, elle n'est liée à aucune règle déterminée. Le travail y commence tard, généralement à 8 ou 9 heures du matin, et finit vers les 5 ou 6 heures du soir; il ne dure donc que 9 heures (y compris le repos du milieu de la journée). Dans les autres exploitations, la durée effective du travail est (dans le I^{er} arrondissement) de 10 heures à 10 heures et demie, à quoi il faut ajouter de 40 à 60 minutes pour la course aller et retour. Dans les mines de ciment, le travail dure ordinairement 10 heures et quart et 11 heures. La descente dans la mine n'entre guère en ligne de compte, vu que le trajet le plus long n'excède pas 200 mètres. Dans le II^e arrondissement, la durée du travail se répartit de la manière suivante : 3 fois 8, 2 fois 9, 10 fois 10, 11 fois 11, 1 fois 12 heures. Dans le III^e arrondissement, à l'exception des mines d'ardoise, on travaille généralement 11 heures. Les repos sont, en règle générale, d'une demi-heure le matin, d'une heure au milieu de la journée et d'une demi-heure l'après-midi; le samedi, le travail dure aussi longtemps que les autres jours. On ne travaille pas la nuit, ni le dimanche. Ce n'est que dans une petite mine de houille que le travail nocturne et le travail dominical sont « permis » pour les ouvriers à la tâche, autorisation dont ceux-ci ne font cependant qu'un usage peu fréquent.

En terminant notre exposé sur les conditions des exploitations minières, nous devons remarquer qu'il se base sur des constatations faites lors de nos visites et que celles-ci n'ont pu naturellement nous présenter qu'une image fort superficielle. Mais ce que nous avons pu constater nous paraît suffisant pour atteindre le but de cette enquête.

II.

Pour bien résoudre la seconde question que vous nous posez, il nous paraît convenable d'examiner les articles de la loi sur les

fabriques l'un après l'autre au point de vue de leur application aux exploitations minières.

On a prétendu de différents côtés que cette application était exclue déjà par l'article 1^{er} de la loi précitée, vu l'absence de la condition du « local fermé ». Nous n'ignorons pas que c'est cette expression malencontreuse, qu'en 1875, déjà, une pétition de l'union suisse du commerce et de l'industrie tendait à faire supprimer, qui a engagé le conseil fédéral, au printemps de 1878, à renoncer à soumettre les mines à la loi, en dépit de tous les scrupules et de toutes les appréhensions. Mais il s'agissait alors d'une réglementation provisoire, qui plus tard a subi des modifications. C'est ainsi que la notion du « local fermé » a été, dans la suite, interprétée de telle sorte que les tuileries, y compris leurs glaisières et les emplacements où l'on moule les tuiles, les scieries avec leurs chantiers, etc., ont été placées sous le régime de la loi. Mais si ces industries ont été soumises, quelle raison y aurait-il de ne pas prononcer aussi, en vertu de la définition contenue dans la décision du conseil fédéral du 30 août 1881, l'application de la loi aux mines, qui sont des locaux fermés par excellence, bien que d'extension plus considérable ?

Les prescriptions de l'article 2 devraient sans doute être interprétées dans le sens le plus large et non à la lettre. Il est évident que ce n'est pas l'ensemble des locaux de travail qui doit être éclairé, mais seulement ceux où on travaille; on ne procède du reste guère autrement dans mainte exploitation en fabrique.

Il serait de même impossible de présenter, dès l'ouverture d'une mine, le *plan* de toutes les constructions souterraines (article 3). Les autorités de surveillance n'auraient qu'à s'occuper successivement, au fur et à mesure de l'extension des travaux, de l'examen de ceux-ci et des prescriptions à édicter éventuellement.

Les articles 4, 6, 7, 8, 9, 10, par contre, dont personne ne contestera la haute valeur pour les conditions économiques et sociales des ouvriers, peuvent être appliqués exactement de la même manière que dans les fabriques. Notre rapport sur les mines actuellement en exploitation renferme aussi différentes indications de faits qui nous font profondément déplorer que les ouvriers des mines ne se trouvent pas sous la protection de ces articles. L'application de l'article 11 ne causerait pas peu de difficultés si, ce qui pourrait bien arriver, une réduction de la durée normale du travail quotidien devait être prévue pour le travail souterrain. Toutefois, l'alinéa 3 fournirait une base suffisante pour l'introduction, en tant que le besoin s'en ferait sentir, d'une réduction

constante de la durée du travail journalier, exigée par certaines raisons dérivant de circonstances constantes aussi.

Il en est absolument de même pour ce qui concerne l'article 13, qui réserve au conseil fédéral la latitude nécessaire pour les autorisations exceptionnelles effectivement nécessaires. Tel est le cas aussi pour l'article 14.

Relativement à l'article 15, nous devons mentionner la circonstance critique qu'il n'existerait aucun moyen d'empêcher le travail des femmes dans les mines. Jusqu'à présent cela ne tire pas à conséquence, car dans les mines de notre pays nous n'avons pas rencontré une seule personne du sexe féminin. En sera-t-il toujours de même? Nous l'espérons; néanmoins il serait fort à désirer que la loi pût prévenir toute tentative de ce genre.

L'article 16 fournit au conseil fédéral le moyen de prévenir l'emploi éventuel des enfants dans les mines. Le travail des enfants forme du reste déjà à présent une exception très rare et n'a pas lieu dans les galeries. Aussi ne voyons-nous aucune difficulté à appliquer aux mines cet article de la loi sur les fabriques.

Passons maintenant aux dispositions qui se rapportent à l'exécution de la loi. On concevra aisément que nous ne possédons ni les connaissances spéciales ni l'expérience nécessaire pour nous charger de l'inspection des mines, lors même que nos fonctions actuelles nous en laisseraient le temps. Cependant, bien que la loi lui confère la compétence d'augmenter le nombre des inspecteurs, le conseil fédéral ne s'avisera guère de nommer un fonctionnaire permanent pour l'inspection des mines, qui ne prendrait qu'une faible partie de l'année. Mais ici nous trouvons une disposition très utile dans la troisième phrase de l'article 18, qui permet d'avoir recours, pour cette tâche, à quelque spécialiste distingué remplissant encore d'autres fonctions. L'article 18 ne mettrait donc aucun obstacle à l'application de la loi sur les fabriques aux mines.

De ce qui précède, on peut conclure que les difficultés qu'il y aurait à soumettre les mines à la loi sur les fabriques ne sont pas précisément nombreuses. C'est ce que prouve aussi le fait que cette loi est déjà appliquée par-ci par-là à des mines dont l'exploitation est combinée avec celle de la fabrique, et que cette mesure, regardée comme allant de soi, n'a pas suscité la moindre difficulté. Nous ne pouvons sans doute nous dissimuler que, d'un autre côté, des raisons assez puissantes s'opposent à ce que nous nous contentions d'étendre simplement aux mines la loi sur le travail dans

els fabriques. Il faudrait alors recourir ou à une interprétation assez arbitraire, ou bien à une autre rédaction des articles 2 et 3 ; peut-être aussi faudrait-il en faire autant de l'article 11 ; mais, dans tous les cas, l'article 15 devrait recevoir une disposition additionnelle. Tout cela ne serait possible qu'au moyen d'une loi dérogatoire modifiant la loi sur les fabriques et qui, éventuellement, devrait être soumise à la votation populaire. Mais nous craignons que l'application d'une pièce rapportée de ce genre n'ait d'autre effet que de renvoyer à une époque encore plus éloignée la révision générale de la loi sur les fabriques. Une idée qui se présenterait assez naturellement, serait d'édicter *une loi spéciale pour les mines*, dans laquelle on ferait droit à toutes les exigences d'une protection aussi efficace que possible des ouvriers. Mais nous craignons qu'une loi destinée à réglementer les conditions de travail d'environ 1300 personnes seulement n'ait guère de succès tant qu'elle ne sera pas provoquée par des inconvénients majeurs, comme c'est le cas dans la fabrication des allumettes.

Il nous resterait encore un moyen, dont l'emploi serait facilité par l'article 5 de la loi fédérale sur l'extension de la responsabilité civile et qui consisterait dans *l'application efficace de l'article 2 de la loi sur les fabriques* à toutes les industries soumises à la responsabilité civile. Du dernier alinéa de cet article, on peut déduire le droit de pourvoir à un contrôle permanent des mines, à l'examen des projets de construction et des travaux, aux mesures à prendre dans l'intérêt de la sécurité et de la santé des ouvriers, par conséquent aussi à celles qui concernent une ventilation et un éclairage suffisants, la régularisation de la température, la restriction de la durée du travail, là où des raisons sanitaires l'exigent, et sans doute aussi, et par les mêmes raisons, l'exclusion des femmes des exploitations souterraines.

Nous n'avons guère besoin d'ajouter combien nous regretterions, dans ce cas, de devoir renoncer aux dispositions des articles 8 à 10 de la loi fédérale concernant le travail dans les fabriques.

D'après la teneur de votre invitation, il ne nous appartient pas de recommander spécialement l'un ou l'autre des modes de procéder que nous avons signalés. Nous nous bornons à l'exposé qui précède et passons à la communication des opinions que nous avons recueillies et aux dispositions législatives des cantons.

III.

Parmi les 11 cantons intéressés à la question, quelques-uns seulement ont manifesté leur manière de voir dans des réponses détaillées.

Zurich fait savoir qu'il n'y a pas de lois ou d'ordonnances cantonales en vigueur relativement aux mines, mais il « n'élève aucune objection à la soumission des exploitations minières à la loi sur les fabriques et envisage bien plutôt cette mesure comme opportune et juste ».

Unterwald-le-bas s'exprime absolument dans le même sens.

Glaris transmet sans autre commentaire sa loi cantonale du 1^{er} mars 1893 sur les exploitations minières.

Soleure et St-Gall ignorent l'existence de mines sur leur territoire (les petites exploitations existantes n'étaient pas parvenues à leur connaissance) et n'expriment pas d'opinion circonstanciée. Cependant Soleure opine pour l'application de la loi sur les fabriques aux mines. Ces deux cantons n'ont naturellement aucune disposition législative sur la matière.

Schaffhouse n'a, de même, ni loi ni ordonnance; ce canton est, du reste, du même avis que Soleure.

Argovie n'a pas de loi concernant les exploitations minières et croit que la loi sur l'extension de la responsabilité civile renferme des dispositions suffisantes pour la protection des ouvriers mineurs.

Le **Tessin** n'a ni mine avec exploitation souterraine, ni loi régissant la matière et croit que la loi sur les fabriques pourrait être appliquée à l'espèce. La condition du « local fermé » n'est pas considérée comme un obstacle.

Vaud transmet sa loi sur les mines, du 6 février 1891, et estime qu'il ne vaut pas la peine d'appliquer la loi sur les fabriques à ses mines peu considérables.

Le **Valais** ne se prononce pas et se borne à transmettre son ordonnance du 21 septembre 1856.

Neuchâtel n'a pas d'autres lois relatives aux mines que celle concernant l'exercice des droits régaliens. Tel est au moins le renseignement fourni par le département de l'intérieur. Le « règlement concernant l'exploitation des mines d'asphalte » paraît ainsi n'être plus en vigueur. Neuchâtel opine aussi pour la soumission des mines à la loi sur les fabriques.

Berne est le seul canton qui ait traité la question d'une manière circonstanciée en confirmant le rapport de l'inspecteur des mines, M. J.-A. Frei. Ce mémoire expose que la loi bernoise concernant les exploitations minières pourvoit, il est vrai, d'une ma-

nière suffisante à la protection des ouvriers, mais que la loi sur les fabriques est plus détaillée et déploie une sollicitude beaucoup plus grande pour les intérêts hygiéniques, économiques et sociaux des ouvriers. Il estime très désirable que les ouvriers des exploitations minières soient mis au bénéfice des mêmes dispositions tutélaires et regrette que la loi sur les fabriques ne puisse être appliquée aux mines en raison de l'article 1^{er}, qui pose la condition du « local fermé », de l'article 3, qui prescrit l'approbation des plans, des articles 11 et 13, « parce que la notion du travail de nuit et de ses conséquences est tout autre pour une mine, où règne une nuit éternelle, que pour une fabrique », de l'article 15 enfin, parce qu'il ne prescrit pas l'exclusion absolue des femmes.

Quelques cantons sur le territoire desquels il n'y a pas de mines, se sont aussi prononcés sur cette question. Ainsi **Lucerne**, qui cherche à prouver que l'extension indiquée de la loi sur les fabriques n'était pas dans les intentions du législateur, signale les difficultés que rencontrerait l'application des articles 11, 14 et 15. Ce canton estime nécessaire d'édicter des dispositions particulières pour les mines, opinion que partage aussi **Bâle-campagne**. **Thurgovie** désire que les ouvriers des mines soient l'objet d'une protection plus étendue que jusqu'à présent; ce canton envisage les galeries souterraines comme des locaux fermés et estime, par conséquent, que la loi sur les fabriques peut leur être appliquée, au moins en partie.

Nous ajoutons à ces appréciations un extrait des *principales dispositions des lois cantonales concernant les exploitations minières* qui nous sont parvenues et dont nous déposons du reste les originaux au dossier.

Le **Valais** (21 novembre 1856) exige un plan des mines, un compte-rendu authentique du rendement, des mesures propres à faciliter les inspections. Dans le cas où l'exploitation présenterait des dangers, elle peut être suspendue entièrement ou en partie; des prescriptions peuvent être édictées pour supprimer les risques. Les accidents doivent être déclarés.

Neuchâtel a édicté, le 7 octobre 1867, une ordonnance contenant les dispositions essentielles suivantes: Une commission est proposée au contrôle de la sécurité des mines, avec obligation de les inspecter tous les trois mois. Si des dangers sont constatés, le département des travaux publics, et en cas d'urgence la commission prend des mesures pour les éloigner; dans les cas graves, elle peut suspendre l'exploitation. Un plan des mines doit être établi. Les galeries ne doivent pas avoir plus de 4 m. de largeur; les piliers

doivent avoir au moins 3,2 m. d'épaisseur. Des dispositions spéciales règlent l'exploitation des couches molles. Tout le matériel nécessaire pour les expertises et les cas d'accidents doit toujours être disponible.

Vaud (21 mars 1891) exige le plan de la mine, un règlement d'exploitation et défère la surveillance au conseil d'état avec la compétence d'édicter les prescriptions de sécurité nécessaires. En cas de non observation de ces prescriptions, la concession est retirée.

Glaris (1^{er} mars 1893) prescrit la surveillance par l'état, l'approbation des plans, la suspension de l'exploitation, ordonnée par les autorités, en cas de danger imminent. Il existe en outre des dispositions en vue de la sécurité des ouvriers. Les organes de surveillance ont le droit de pénétrer en tout temps dans les mines.

Vous pouvez déduire de ces indications jusqu'à quel point les prescriptions édictées jusqu'aujourd'hui en vue de la protection des ouvriers mineurs sont défectueuses et combien l'intervention de la Confédération est désirable. Bien que le nombre de ces ouvriers soit relativement minime, ils ont cependant droit à toute notre sollicitude. Nous terminons notre rapport en exprimant le vœu que les effets de cette sollicitude ne tardent pas à se faire sentir.

D^r F. Schuler.
H. Rauschenbach.
Ami Campiche.

Circulaire du conseil fédéral à tous les gouvernements cantonaux concernant la surveillance des exploitations minières. (Du 3 décembre 1895.)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1895
Année	
Anno	
Band	4
Volume	
Volume	
Heft	53
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.12.1895
Date	
Data	
Seite	651-665
Page	
Pagina	
Ref. No	10 072 189

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.